

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 913

[2003/200247]

19 DÉCEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives à la prime à l'abattage pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999 et n° 2342/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. L'Administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. »

2° le point 3 est remplacé par la disposition suivante :

« 3. L'Agence : l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ».

Art. 2. A l'article 2 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « bureau provincial » ou « bureaux provinciaux » sont respectivement remplacés par « service de proximité » ou « services de proximité »;

2° au point 1, 2^e tiret, les mots « la DG3 » sont remplacés par « l'Administration »;

3° dans le point 3 les mots « l'Institut d'expertise vétérinaire » et « l'Inspection vétérinaire » sont remplacés par « l'Agence ».

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1, 2° tiret, est remplacé par la disposition suivante :

« - la déclaration de participation ne doit être introduite qu'une seule fois par producteur et ce, pendant l'année calendrier pour laquelle le producteur veut obtenir pour la première fois la prime ou au plus tard avant le 1^{er} mars de l'année calendrier suivante; »;

2° dans le point 3, 3° tiret, les mots « l'Institut d'expertise vétérinaire » et « l'Inspection vétérinaire » sont remplacés par « l'Agence ».

Art. 4. A l'article 8 du même arrêté est ajouté un second alinéa, rédigé comme suit :

« Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur. »

Art. 5. A l'article 9 du même arrêté, les mots « Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture » sont remplacés par les mots « de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ».

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application de l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine et des modalités d'application doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée, auprès de l'Administration endéans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002 à l'exception des articles 1^{er}, 2 et 3, 2°, qui produisent leurs effets au 16 octobre 2002.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 913

[2003/200247]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtpremie im Rindfleischsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 169/2002 vom 30. Januar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Schlachtpremie im Rindfleischsektor, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Schlachtpremie im Rindfleischsektor geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Schlachtpremie zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 und der Verordnungen (EG) Nr. 1254/1999 und (EG) Nr. 2342/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor wird wie folgt abgeändert:

1° Punkt 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2. Die Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.»

2° Punkt 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3. Die Agentur: die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette.»

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Die Wortlaute «Provinzbüro» oder «Provinzbüros» werden durch die Wortlaute «lokale Dienststelle» bzw. «lokale Dienststellen» ersetzt;

2° Unter Punkt 1, zweiter Gedankenstrich wird der Wortlaut «die DG3» durch den Wortlaut «die Verwaltung» ersetzt;

3° Unter Punkt 3 werden die Wortlaute «das Institut für Veterinärgutachten» und «die Veterinärinspektion» durch den Wortlaut «die Agentur» ersetzt.»

Art. 3 - Artikel 4 desselben Erlasses wird folgendermaßen abgeändert:

1° Punkt 1, Gedankenstrich 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«- die Teilnahmeerklärung muss nur ein einziges Mal pro Erzeuger eingereicht werden und zwar während des Kalenderjahres, für das dieser Erzeuger zum ersten Mal die Prämie beziehen möchte oder spätestens vor dem 1. März des darauffolgenden Kalenderjahres.»;

2° Unter Punkt 3, Gedankenstrich 3 werden die Wortlaute «das Institut für Veterinärgutachten» und «die Veterinärinspektion» durch den Wortlaut «die Agentur» ersetzt.

Art. 4 - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen.»

Art. 5 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird der Wortlaut «des Ministeriums des Mittelstands und der Landwirtschaft» durch den Wortlaut «der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

Art. 6 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10. Unter Gefahr der Ablehnung muss die Klage gegen in Anwendung des königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Schlachtprämie im Rindfleischsektor und seiner Durchführungserlasse gefasste Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit durch einen Einschreibebrief an die Verwaltung innerhalb der Frist eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses eingereicht werden. Das Einreichen einer Klage hat keinerlei Einfluss auf die Aufhebung eines ggf. gestellten Antrags auf Rückerstattung der ungeschuldet gezahlten Beträge.»

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam, mit Ausnahme der Artikel 1, 2 und 3, 2°, die am 16. Oktober 2002 wirksam werden.

Art. 8 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 913

[2003/200247]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende slachtpremie in de rundvleessector

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2345/2001 van 30 november 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premierregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 169/2002 van 30 januari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector, laatst gewijzigd bij besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden betreffende de slachtpremie om de toepassingswijze te volgen van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en van de verordeningen (EG) nrs. 1254/1999 en 2342/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichtingen opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er boetes zijn voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 2 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 2. Het Bestuur : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest »;

2° punt 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« 3. Het Agentschap: het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « provinciaal bureau » of « provinciale bureaus » worden respectievelijk vervangen door « buurtdienst » en « buurtdiensten »;

2° in punt 1, tweede streepje, worden de woorden « de DG3 » vervangen door « het Bestuur »;

3° in punt 3 worden de woorden « Instituut voor Veterinaire Keuring » en « veterinaire inspectie » vervangen door « het Agentschap ».

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1, tweede streepje, wordt vervangen door volgende bepaling :

« - de deelnameverklaring moet slechts één enkele keer worden ingediend door de producent, namelijk tijdens het kalenderjaar waarvoor de producent voor de eerste keer de premie wil verkrijgen of uiterlijk vóór 1 maart van het daaropvolgende kalenderjaar; »;

2° in punt 3, derde streepje, worden de woorden « Instituut voor Veterinaire Keuring » en « veterinaire inspectie » vervangen door « het Agentschap ».

Art. 4. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ongeacht de steunregeling die door het Bestuur wordt beheerd, kan het Bestuur indien er een onverschuldigd bedrag is gestort of indien er een bijkomende inhouding plaatsvindt, dat bedrag compenseren met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is. »

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « Ministerie van Middenstand en Landbouw » vervangen door de woorden « Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 10. Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen die in toepassing van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector en diens toepassingswijze zijn getroffen, op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven bij het Bestuur worden ingediend binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing. Het indienen van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventueel verzoek om terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen. »

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002, met uitzondering van de artikelen 1, 2 en 3 die uitwerking hebben vanaf 16 oktober 2002.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 914

[2003/200248]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999 et n° 2342/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;